



COMMISSAIRE  
À L'ÉTHIQUE  
ET À LA DÉONTOLOGIE



# CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC  
L.R.Q., chapitre C-23.1

## SOMMAIRE

### *Déclaration des intérêts personnels d'un député 2012*

#### Article 40

<b>A</b>	<b>Membre :</b>	NICOLE MÉNARD
<b>B</b>	<b>Circonscription :</b>	LAPORTE
<b>C</b>	Nature et source des revenus et avantages totalisant 10 000 \$ et plus, reçus durant les 12 mois précédant la déclaration ou au cours des 12 prochains mois pour une prestation déjà effectuée : <i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 1<sup>o</sup></i>	Outre les indemnités et allocations résultant de l'exercice de la charge de membre de l'Assemblée nationale : <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Revenu de retraite :<ul style="list-style-type: none"><li>○ Banque de Montréal</li></ul></li><li>▪ Revenus de placements</li></ul>
<b>D</b>	Immeuble sur lequel le député détient un intérêt et qui fait l'objet d'un avis d'expropriation : <i>art. 40, 2<sup>o</sup> al. 2<sup>o</sup></i>	Ne s'applique pas.

<b>E</b>	Nature de l'activité professionnelle, commerciale ou industrielle exercée au cours des 12 mois précédant la déclaration, en indiquant pour le compte de qui : <i>art. 40, 2° al. 3°</i>	Ne s'applique pas.  Les notes biographiques et l'historique des fonctions parlementaires exercées peuvent être consultés au <a href="http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/index.html">www.assnat.qc.ca/fr/deputes/index.html</a> .
<b>F</b>	Objet et nature de l'avantage reçu ou à recevoir au cours des 12 mois précédant la déclaration ou des 12 mois suivants, dans le cadre d'un marché conclu avec le gouvernement, un ministère ou un organisme public : <i>art. 40, 2° al. 4°</i>	Ne s'applique pas.
<b>G</b>	Renseignements relatifs à tout intérêt faisant l'objet d'une fiducie sans droit de regard ou d'un mandat sans droit de regard : <i>art. 40, 2° al. 5°</i>	Ne s'applique pas.
<b>H</b>	Nom des entreprises, personnes morales, sociétés, associations, successions et fiducies mentionnées dans la déclaration et l'intérêt en cause : <i>art. 40, 2° al. 6°</i>	Outre les renseignements auxquels réfère le paragraphe C : ▪ Aucun nom d'entreprises, personnes morales, sociétés, associations, successions et fiducies à inscrire au sommaire.
<b>I</b>	Autres renseignements : <i>art. 40, 2° al. 7°</i>	Aucun autre renseignement.

COMMISSAIRE À L'ÉTHIQUE ET À LA DÉONTOLOGIE

(s) Jacques Saint-Laurent

DATE : 30 mai 2013